

SUJET 13

Ce sujet, initialement prévu au débat, n'a pas été directement discuté.

SUJET 15

Ce collège n'est pas classé comme « établissement sensible ».

La violence y est de l'ordre des injures et provocation « racistes » plutôt que de l'ordre de l'agression physique à l'arme blanche. Les causes externes de cette violence n'ont pas été mentionnées, sinon pour constater que l'Ecole « fait les frais » de l'évolution de la société, et que les parents ne jouent plus leur rôle d'éducateur. Quant aux parents présents, ils estiment, en résumé, que l'Ecole est trop laxiste et qu'il faut y renforcer l'autorité des professeurs. Les suggestions ont couvert : - la formation des psychologues, pour la rendre plus appropriée au traitement des élèves violents ; - l'utilisation de médiateurs qui proviennent de la société civile ; - l'amélioration de la coordination et de la collaboration entre parents et professeurs ; - la valorisation des sanctions (les vraies heures de « colle ») ; la création de foyers socio-éducatifs ; - le retour au vouvoiement ; - le retour à l'usage du concept de racisme, pour en désigner précisément les manifestations et mieux les cerner ; - l'appel à tous les adultes pour qu'ils fassent acte d'éducation au quotidien.

SUJET 18

Le clivage d'opinions sur ce sujet est tellement marqué que le débat a pratiquement avorté. Les tenants de la décentralisation ont fait valoir que le système actuel est inerte, d'une lourdeur telle qu'il ne peut réagir même à des tendances démographiques connues : le vieillissement de la population, le départ à la retraite des « babys bombers », l'afflux de cette cohorte d'âge vers le littoral et, par conséquent, des besoins accrus en matière de soins médicaux et paramédicaux, par exemple.

Les opposants à la décentralisation ont fait valoir le rôle de l'Education Nationale comme conservatoire de l'identité nationale (et donc le refus de l'alignement de la France sur l'Union européenne en matière d'éducation), le principe de l'égalité des chances (et donc le refus de régions et d'écoles à plusieurs vitesses), le refus de la suppression des diplômes nationaux. Les professeurs estiment aussi qu'ils disposent d'une marge suffisante d'innovation au sein du Collège.

TROIS PRIORITES POUR L'ECOLE

- La lutte contre l'illétrisme
- L'amélioration de l'orientation

- L'augmentation des moyens pour atteindre ces deux objectifs.